

**TANZANIE : FICHE PAYS – MAI 2024**



Catégorie OCDE (2023) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : - / B1 / B+

Change : Shilling tanzanien (TZS) / Régime de change : flottant dirigé

**FORCES**

- Importantes ressources naturelles (agricoles, minérales, gazière)
- Potentiel touristique
- Endettement public modéré
- Climat des affaires en amélioration
- Soutien financier international

**FAIBLESSES**

- Secteur manufacturier encore peu développé
- Dépendance au cours des matières premières (or en particulier)
- Infrastructures insuffisantes (pénurie d'électricité)
- Niveau de pauvreté encore élevé

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est estimée à +5% en 2023 (après 4,7% en 2022), tirée par le dynamisme du secteur des services et de l'activité minière, ainsi que la reprise du secteur agricole. Pour 2024, les perspectives de croissance restent dynamiques, autour de +5,5%, soutenues par la poursuite des investissements en infrastructures (centrale hydroélectrique, chemin de fer, pipeline), ainsi que par la consommation privée. Les prix soutenus de l'or, ainsi que l'activité touristique, devraient aussi favoriser les exportations du pays.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit budgétaire s'est creusé à 4,3% du PIB en 2023 (après 3,5% du PIB en 2022), tiré par une diminution de recettes, tandis que les dépenses sont restées élevées. Pour 2024, le gouvernement s'est fixé comme objectif de ramener le déficit à 2,8% du PIB. La hausse prévue des dépenses de fonctionnement de l'Etat, ainsi qu'un ensemble d'exonérations ciblées sur certains secteurs d'activités pourraient cependant limiter les ambitions du gouvernement. L'évolution de la dette publique (prévue à 47% du PIB en 2024), bien qu'en progression et majoritairement externe, n'est pas source d'inquiétude à ce stade.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant se réduirait à -4,2% du PIB en 2024 (après -5,3% du PIB en 2023), grâce au dynamisme des exportations (poursuite du rebond de l'activité touristique, reprise du secteur agricole, cours soutenu de l'or) qui compenserait en partie les coûts plus élevés des importations (énergie, mais aussi des biens d'équipements nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructure). La dette externe est estimée à près de 38% du PIB, dont environ 72% de part publique détenue majoritairement par les créanciers multilatéraux (63% du total), aux conditions favorables (taux, durée). La monnaie locale (shilling) a eu tendance à se déprécier (de 10% en évolution sur 1 an par rapport au dollar en février 2024) en lien notamment avec l'arrêt des interventions de la banque centrale sur le marché du change interbancaire en fin de l'année.

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : La présidente Samia Hassan poursuit son engagement en vue d'une amélioration du climat des affaires, afin d'attirer l'investissement et développer le secteur privé. Elle s'éloigne ainsi progressivement de la politique plus restrictive de son prédécesseur et a par ailleurs décidé de lever l'interdiction de rassemblements politiques mise en place en 2016, par l'ancien président.
- **Climat des affaires** : l'amélioration du climat des affaires se poursuit grâce à l'ensemble des mesures pro-business mise en place par le gouvernement (allègement des procédures via la numérisation, réduction de certaines taxes...). La perception de la corruption en Tanzanie est par ailleurs moins prégnante comparée aux autres pays d'Afrique de l'Est, à l'exception du Rwanda, et est en amélioration.

**Système bancaire :**

- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le système bancaire demeure sain et bien capitalisé. Des poches de vulnérabilités persisteraient cependant comme la dollarisation du secteur, pouvant affecter la capacité de remboursement des emprunteurs en cas de dépréciation de la monnaie locale, et une réglementation en matière LCB/FT qui mériterait d'être renforcée.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : La Tanzanie reste tributaire de l'agriculture pluviale et donc fortement vulnérable au changement climatique. Le pays a adopté son plan stratégique 2021-2026 (NCCRS), qui comprend un ensemble des mesures d'adaptation au changement climatique (investissements dans l'irrigation, campagne d'électrification rurale pour réduire la dépendance au charbon...). Le mix électrique du pays est encore très dépendant des sources fossiles (près de moitié) mais le gouvernement envisage une augmentation progressive de la part du renouvelable (construction de la centrale hydroélectrique en cours).

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Or	45,7%	Combustibles, pétrole	20,8%	Afrique du Sud	17,9%	Chine	23,6%
Noix (coco, Brésil, cajou), fruits	4,8%	Machines, appareils méc.	11,4%	Inde	17,0%	Inde	12,9%
Café, thé, girofle	4,1%	Tracteurs, voitures	9,4%	Emirats arabes unis	8,4%	Emirats arabes unis	11,8%
Tabacs, cigares	3,9%	Machines, appareils élect.	6,4%	Suisse	8,3%	Arabie saoudite	5,1%
Légumes à cosse, racines	3,5%	Matières plastiques	5,7%	France (25eme)	0,4%	France (23eme)	0,8%

Source: Cnucead



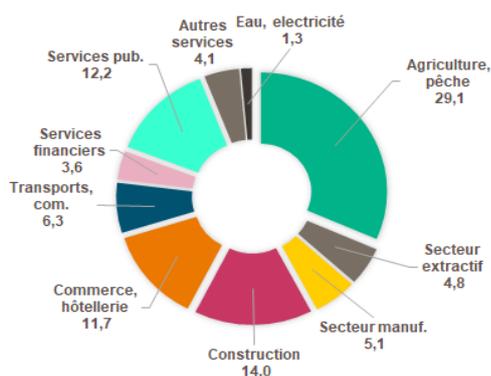
## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TANZANIE	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)	2025(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	63,4	68,0	74,1	79,4	79,6	86,1
<i>Rang PIB mondial</i>	75	76	76	75	79	76
Population (Mns)	58,0	59,7	61,5	63,3	65,2	67,2
<i>Rang Population mondiale</i>	25	24	23	23	23	22
PIB / habitant (USD)	1 093	1 138	1 205	1 254	1 220	1 282
Croissance PIB (%)	4,5	4,8	4,7	5,0	5,5	6,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	3,3	3,7	4,6	3,8	4,0	4,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	11,4	13,8	15,4	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB) <sup>D</sup>	38,7	42,7	43,6	45,5	47,0	43,5
Solde public (% PIB) <sup>D</sup>	-1,4	-4,0	-3,6	-4,3	-2,8	-2,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-2,5%	-3,8%	-5,6%	-5,3%	-4,2%	-3,6%
IDE (% du PIB)	1,5%	1,8%	1,7%	1,7%	2,1%	2,4%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,8	7,0	4,5	4,6	4,7	4,4
Dette extérieure totale (% PIB)**	37,9%	41,5%	39,2%	36,6%	40,0%	41,5%
Dette extérieure CT (% PIB)*	5,0%	5,2%	5,8%	NA	NA	NA
Taux de change	2298,5	2295,2	2308,9	2506	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	17,9	20,0	18,6	NA	NA	NA
Taux de NPL	8,7	7,6	6,4	NA	NA	NA
ROE	4,5	4,8	4,7	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	151	147	143	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	141	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	147	144	145	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	137	139	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources : FMI;\*Banque Mondiale;\*\*Oxford Economics;

a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; d : Source: FMI (Country report 23/425, données sur l'exercice budgétaire allant de juillet à juin)

### Tanzanie : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2017)



Source: Bureau Tanzanien des stats



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie dominée par les services et le secteur agricole

Le secteur agricole contribue à environ 30% du PIB et emploie près des 2/3 de la population active. Les productions sont relativement diversifiées (principalement le café et le tabac mais aussi le coton, le thé et les noix de cajou), orientées majoritairement vers le marché extérieur. Le secteur extractif est dominé par la production d'or. Le développement des capacités industrielles dans ce secteur est par ailleurs encouragé par le gouvernement. Le pays mise en outre fortement sur son potentiel gazier depuis la découverte d'importantes réserves offshore depuis 2010, au sud-est du pays dans le bassin de Rovuma proche du Mozambique.

Les services (environ 40% de la valeur ajoutée tanzanienne), se sont particulièrement développés dans les domaines du tourisme et des télécommunications.

- Hausse de la croissance en 2024

En 2023, la croissance est estimée à +5% (après +4,7% en 2022), stimulée par l'augmentation des activités agricoles, minières et touristiques.

En 2024, la croissance reste attendue allant à +5,5%. L'investissement resterait dynamique, soutenu par la poursuite des grands projets d'infrastructures (centrale hydroélectrique chemin de fer, pipeline<sup>1</sup>), l'amélioration du climat des affaires<sup>2</sup> et l'activité minière. L'investissement local privé pourrait cependant être pénalisé par le durcissement de la politique monétaire qui se traduit d'ores et déjà par une hausse du taux bancaires (Cf. infra).

La consommation privée resterait dynamique, dans un contexte où l'inflation n'évoluerait que peu, prévue à 4% en moyenne (après +3,8 % en 2023).

Sur le front externe, le dynamisme du secteur du tourisme, la hausse du cours de l'or, ainsi que la reprise du secteur agricole devraient favoriser les exportations du pays.

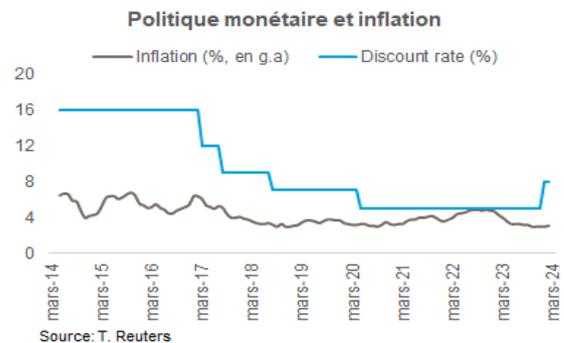
- Durcissement de la politique monétaire

En 2023, l'inflation moyenne a diminué à +3,8% (après +4,6% en 2022), tirée par la baisse des prix alimentaires grâce à la reprise de l'activité agricole, affectée par les faibles précipitations au S2 2022. Pour 2024, l'inflation est prévue légèrement plus élevée,

autour de 4%, mais resterait dans la fourchette cible de la banque centrale, comprise entre 3% et 5%.

En janvier 2024, la banque centrale a décidé, sur le conseil du FMI, de mettre en place un cadre de politique monétaire fondé sur les taux d'intérêt afin de contrôler l'inflation et stabiliser l'économie<sup>3</sup>.

Elle a ainsi fixé son taux directeur à 5,5% en janvier, puis à 6% en avril 2024 par mesure de prudence afin de contenir le risque de pressions inflationnistes. Cela se traduit par une hausse du taux aux banques commerciales (discount rate, cf. graphique ci-dessous). Ces évolutions pourraient peser sur le crédit bancaire dans les trimestres à venir.



- Un secteur bancaire globalement sain et bien capitalisé

Le secteur bancaire est composé de 44 banques agréées<sup>4</sup> et demeure sain et bien capitalisé<sup>5</sup>. En décembre 2022, la capitalisation des banques opérant dans le pays était satisfaisante et supérieure au minimum réglementaire requis de 12%. Les taux de prêts non performants (NPL) enregistrés par les banques étaient par ailleurs en baisse à 5,2% en septembre 2023 (contre 7,3% sur la même période l'année d'avant).

Des poches de vulnérabilités persisteraient cependant comme la dollarisation du secteur pouvant affecter la capacité de remboursement des emprunteurs en cas de dépréciation de la monnaie domestique, ainsi qu'une réglementation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB/FT) qui mériterait d'être renforcée dans certaines banques. Les autorités locales se sont cependant engagées à poursuivre leurs efforts (modification du cadre juridique et réglementaire en particulier) afin d'améliorer la stabilité du secteur financier et favoriser sa transition

<sup>1</sup> Le projet de construction de l'oléoduc « East African Crude Oil Pipeline - EACOP » est estimé à près de 3,5 Md d'USD et devra à terme relier Hoima dans l'ouest de l'Ouganda au port de Tanga en Tanzanie. Ce projet sera mené par le consortium détenue à 62% par Total Energies.

<sup>2</sup> Fin 2022, le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur l'investissement qui assouplit certaines règles pour les investisseurs étrangers et nationaux et viserait notamment à renforcer l'environnement réglementaire et à réduire la bureaucratie.

<sup>3</sup> La banque centrale utilisait d'autres instruments de marché pour signaler l'orientation de sa politique monétaire.

<sup>4</sup> En mars 2024, le secteur bancaire était constitué de 34 banques commerciales, 4 banques communautaires, 4 banques de microfinance, 2 banques de développement. Le pays disposerait aussi d'1 institution financière non bancaire, 1 société de financement immobilier et 1 société de refinancement hypothécaire.

<sup>5</sup> En 2017, la Banque centrale (BoT) avait pris des mesures pour assainir le secteur bancaire en imposant notamment des exigences d'analyse des emprunteurs plus strictes. Elle avait aussi révoqué la licence de 9 banques communautaires qui ne respectaient pas les minimums de capitalisation exigés.



vers les normes bancaires internationales de Bâle II et III.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Une réduction prévue du déficit qui semble difficile à atteindre

Pour l'exercice budgétaire 2023 (FY 2022/23, terminé en juin 2023), le déficit budgétaire s'est creusé à **-4,3% du PIB** (après -3,5% du PIB en 2022), en raison d'une collecte plus faible des recettes (-1,3% du PIB par rapport à l'exercice budgétaire 2022), et alors que les dépenses sont restées élevées, tirées en particulier par la hausse du service de la dette et de la masse salariale.

Pour l'exercice budgétaire 2024 (qui se termine en juin 2024), le gouvernement a fixé pour objectif de ramener le déficit à **-2,8% du PIB ce qui semble néanmoins difficile à atteindre**. Alors que le budget prévoit des mesures telles qu'une hausse du seuil de l'enregistrement de la TVA (passé de 100 à 200 M TZS) destinée à augmenter les recettes, il prévoit également des exonérations de TVA en faveur du secteur agricole (engrais, textiles produits à partir du coton local), de l'aviation (location ou achat d'avions pour soutenir le tourisme), des mines et sur certains produits pharmaceutiques. Une hausse des salaires et traitements des fonctionnaires est également prévue et estimée à 5,6% du PIB (contre 5% du PIB lors du précédent exercice budgétaire).

Pour l'exercice budgétaire 2025, le gouvernement a présenté son projet de budget (en mars 2024) en hausse de **+11% par rapport à celui de 2024**. Une grande partie des dépenses seraient allouées aux investissements (construction et rénovation des stades en particulier) liées à la Coupe d'Afrique des Nations que la Tanzanie organisera en 2027 conjointement avec l'Ouganda et le Kenya, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement (en hausse de 15%) nécessaires pour l'organisation des prochaines élections (scrutin local en octobre 2024 et élections générales en 2025).

La réduction du déficit à **-2,6%<sup>6</sup> du PIB en 2025** (selon le FMI) dépendra de la réussite des réformes en vue d'une plus grande mobilisation des recettes, prévues dans le cadre des accords avec le FMI<sup>7</sup>. La Tanzanie bénéficie d'un programme de facilité élargie de crédit signé en 2022 d'un montant de 1 Md USD et d'une durée de 3 ans.

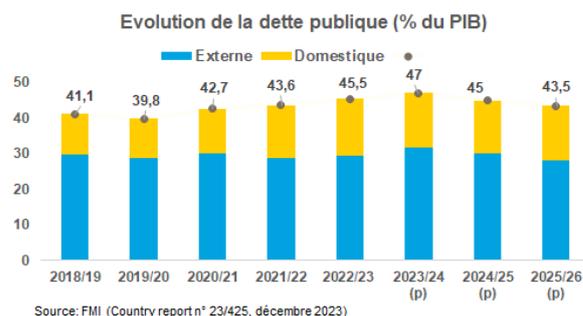
- Une dette publique modérée

Le ratio de dette publique sur PIB est relativement modéré, prévue à **47% sur l'exercice budgétaire en cours 2023/24** (qui se termine en juin 2024), comparé

<sup>6</sup> Le déficit resterait en deçà du plafond de 3% du PIB requis par le critère de convergence de la Communauté de l'Afrique de l'Est à long terme, selon les prévisions du FMI.

<sup>7</sup> Le gouvernement s'est notamment engagé, dans le cadre de l'accord avec le FMI, pour une plus grande rationalisation des impôts et des exemptions douanières et devrait présenter un plan d'action d'ici juin 2024. De plus, le système d'information de l'administration

à d'autres pays de la région, comme le Kenya ou encore le Rwanda, où ce ratio dépasse les 70%.



L'encours nominal de dette publique devrait cependant continuer à progresser en lien avec le financement des projets d'infrastructures dans le cadre de la poursuite du plan de développement quinquennal du pays<sup>8</sup>. Le ratio dette/PIB devrait cependant diminuer, favorisé par la hausse prévue du PIB nominal et la baisse du déficit public.

La structure de la dette demeure favorable. Bien que constituée de dette externe majoritairement (environ 65% du total en 2023), elle est détenue majoritairement par les créanciers multilatéraux aux conditions favorables (Cf. position externe). La part domestique est détenue majoritairement par des banques commerciales et dans une moindre mesure par la banque centrale. L'évolution de la dette n'est pas à ce stade source d'inquiétude majeure et le risque de surendettement est considéré modéré, selon l'analyse du FMI.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Pays exportateur de produits primaires

Les exportations de Tanzanie sont dominées par les matières premières, métaux précieux en particulier, mais aussi agricoles. L'or est le premier produit d'exportation (près de 46% des exportations moyennes sur la période 2018-2022), suivi de produits agricoles divers (noix, café, girofle, tabac et légumes). La Tanzanie est donc très vulnérable aux évolutions des cours des matières premières.

L'Afrique du Sud le 1<sup>er</sup> client du pays (18% des exportations moyennes de la Tanzanie y est destiné), pour l'or en particulier. L'Afrique du Sud, l'Inde, les Emirats Arabes Unis, ainsi que la Suisse achètent plus de 90% de l'or exporté de Tanzanie.

Parallèlement, les besoins liés à la réalisation des projets d'infrastructure restent importants et le pays est actuellement dépendant des importations pour son approvisionnement en énergie (pétrole).

fiscale serait relié à celui des autres administrations afin d'améliorer l'efficacité fiscale.

<sup>8</sup> Il s'agit du 3<sup>ème</sup> plan de développement quinquennal de Tanzanie (FYDP III) couvrant l'exercice budgétaire 2021/22 à 2025/26. Il viserait à construire une économie compétitive et industrielle et intègre des projets tels que la construction de l'East African Crude Oil Pipeline, de la centrale hydroélectrique (Julius Nyerere), du chemin de fer (Standard Gauge Railway), entre autres.



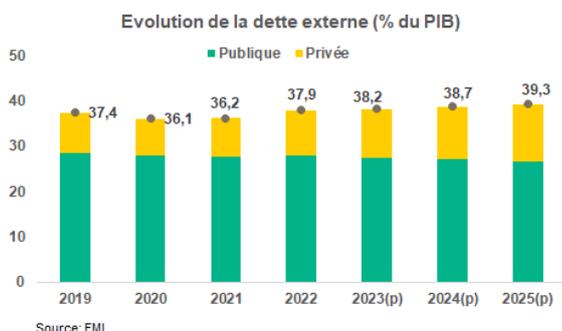
- **Un déficit courant prévu en baisse en 2024**

**En 2023, le déficit courant a un peu diminué, à -5,3% du PIB** (après le creusement à -5,6% du PIB en 2022). Malgré la modération du prix de l'énergie (pétrole), les besoins en importations de biens et services liés au développement des grands projets d'infrastructure sont restés élevés et ont pesé sur l'évolution de la balance commerciale du pays.

**En 2024, le déficit courant devrait se réduire mais rester élevé, autour de -4,2% du PIB.** L'importation de carburants, 1<sup>er</sup> poste d'importation du pays<sup>9</sup>, continuera de peser sur le solde courant, même sans hausse de prix, de même que les besoins d'importations nécessaires à la réalisation des projets d'infrastructure. **La poursuite du rebond de l'activité touristique, la reprise du secteur agricole, ainsi que le cours de l'or, en hausse, joueraient en sens inverse.**

- **Une dette externe aux conditions favorables**

**La dette externe du pays est prévue à 38,2% du PIB en 2023, dont 72% pour la part publique.**



**La dette publique externe est détenue à 63% par les créanciers multilatéraux** et dispose ainsi des conditions favorables (durée, taux). **Les créanciers bilatéraux en détiennent près de 10%.**

**La dette commerciale, détenue par les créanciers privés** (Exim Bank China et Credit Suisse AG en particulier), **s'élève à environ 27% en 2023.**

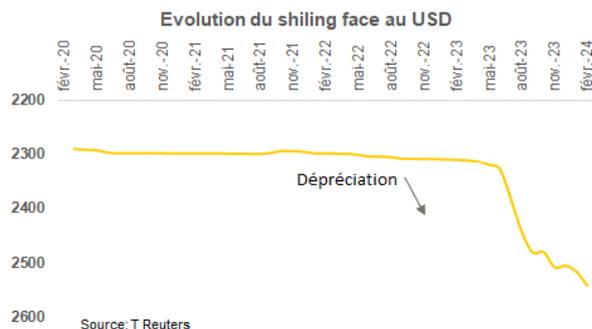
**Le service de la dette externe du pays reste modéré,** estimé à 1,6 Md USD en 2024 (environ 2,2% du PIB). **Les réserves en devises,** estimées à 3,9 Md USD en octobre 2023 (environ 3,5 mois d'importations), **ainsi que le soutien financier international permettent au pays d'assurer le remboursement de sa dette.**

**A noter cependant que le pays est dépendant de l'évolution du cours de l'or, ainsi que du tourisme principalement pour ses recettes en devises.** Une dépréciation du shilling pourrait avoir ainsi un impact négatif sur le niveau d'endettement externe du pays.

- **L'absence d'interventions de la banque centrale a pesé sur l'évolution du shilling**

**Le shilling de Tanzanie a eu tendance à se déprécier face au dollar depuis l'été 2023** (Cf. graphique ci-

dessous), en lien avec l'arrêt des interventions de la banque centrale sur le marché du change interbancaire (IFEM) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023<sup>10</sup>. Afin de faciliter l'accès au dollar et pallier les pénuries de devises que la plupart des pays de la région ont connu depuis l'arrivée de la crise sanitaire, le gouvernement a notamment décidé que les paiements nationaux devaient être effectués en devise locale, et a aussi procédé à la fermeture des bureaux de courtiers de devises illégaux.



**Les interventions régulières de la banque centrale sur le marché du change en 2023, conjuguées à la hausse du service de la dette externe et au creusement du déficit courant ont affecté les réserves de change du pays, tombées à 3,9 Md\$ en octobre 2023** (contre 5 Md\$ en mars 2023). **Pour 2024, les pressions baissières sur la monnaie ne sont pas à écarter** dans un contexte de déficit courant qui resterait élevé. **Les interventions de la banque centrale sur le marché du change resteraient en revanche plus limitées.**

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **La présidente Hassan pourrait remporter les prochaines élections de 2025**

**A la tête du pays depuis mars 2021, à la suite du décès du président John Magufuli, la présidente Samia Hassan a des chances de remporter le prochain scrutin électoral prévu en 2025.** Son parti, le Chama Cha Mapinduzi (CCM) domine le paysage politique depuis 1961 et dispose d'une base électorale solide ce qui a permis une certaine continuité des politiques économiques et sociales dans ce pays.

**Depuis son arrivée au pouvoir, la présidente s'est engagée à améliorer l'environnement des affaires** afin de favoriser le développement du secteur privé et attirer les investisseurs étrangers. Elle s'est aussi éloignée progressivement des politiques plus restrictives de son prédécesseur vis-à-vis notamment de la liberté d'expression de la presse et a aussi levé l'interdiction de rassemblements politiques mise en place en 2016, par l'ancien président.

Sur le plan des relations internationales, **les liens avec l'Inde** (2<sup>ème</sup> client et fournisseur du pays) **se renforcent,**

<sup>9</sup> Les carburants ont représenté en moyenne près de 21% des importations de la Tanzanie entre 2018 et 2022.

<sup>10</sup> Après avoir participé activement au marché du change en vendant des sommes importantes de dollar pour faire face à la demande croissante de devises, la banque centrale a décidé d'arrêter ses

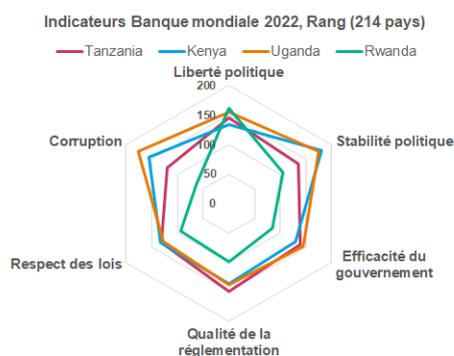
interventions en estimant que les liquidités étaient suffisantes pour permettre aux banques de répondre à leurs besoins.



notamment grâce à l'accord signé en mars 2023 permettant le règlement des échanges commerciaux en roupies indiennes via des comptes dédiés. Un accord préliminaire de coopération en matière de défense a également été signé en octobre 2023. **Avec la Chine, les relations se renforcent également dans les domaines des infrastructures**, en particulier avec la proposition chinoise de rétablir le chemin de fer Tanzanie-Zambie (Tazara). **Un accord visant à renforcer les relations économiques et le commerce bilatéral a aussi été signé avec les Etats-Unis<sup>11</sup>.**

- **Climat des affaires en amélioration**

**L'environnement des affaires tend à s'améliorer depuis l'arrivée de la Présidente Samia Hassan**, qui a mis en place un ensemble de mesures visant à favoriser le climat des affaires local. Côté politique fiscale, une réduction des taxes routières pour promouvoir le commerce, ainsi qu'un allègement des procédures de collecte des taxes (grâce à la numérisation) ont été mises en place. Une nouvelle loi sur l'investissement étranger et national a également été adoptée et comprend l'implémentation d'un système électronique centralisé pour la délivrance des licences afin de réduire les lourdeurs administratives et éviter les retards<sup>12</sup>. La mise en service progressive de la centrale hydroélectrique Julius Nyerere contribuera également à éviter les pénuries d'électricité que le pays a connu lors de ces deux dernières années.



**Note de lecture :** plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

Sur le plan de la gouvernance, **l'indicateur de la Banque mondiale en matière de qualité de la réglementation montre que la Tanzanie reste moins bien classée que ses voisins d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, et surtout Rwanda, Cf. graphique ci-dessous)**. Elle est en revanche **mieux positionnée en termes de perception de la corruption (hors Rwanda)**. **Le pays a d'ailleurs gagné des places en se positionnant à la 87<sup>ème</sup> place sur 180 pays en 2023 (après 94<sup>ème</sup> place en 2022), selon Transparency International.**

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

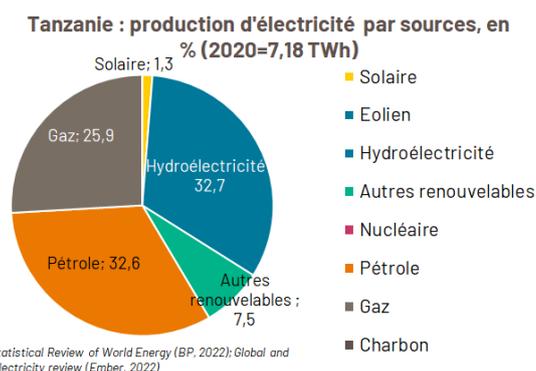
**La Tanzanie est encore tributaire de l'agriculture pluviale**, et donc fortement vulnérable au changement

<sup>11</sup> <https://www.exim.gov/news/export-import-bank-signs-500m-mou-tanzania>

climatique. **Le secteur agricole représente encore près de 30% du PIB du pays.**

**Le renforcement des systèmes de protection de l'environnement, ainsi que l'utilisation durable des ressources naturelles font désormais partie des grandes priorités du gouvernement.** La Stratégie 2021-2026 (NCCRS) comprend ainsi un ensemble de mesures telles que des investissements dans l'irrigation pour assurer la production alimentaire et renforcer la sécurité alimentaire en cas de sécheresse, le développement d'infrastructures clés pour protéger le secteur des transports face aux possibles inondations, ainsi qu'une campagne d'électrification rurale pour réduire la dépendance au charbon, entre autres.

A noter par ailleurs que **le mix électrique du pays demeure encore très dépendant des sources fossiles (près de la moitié)**, mais **le gouvernement envisage une augmentation progressive de la part du renouvelable** dans son mix électrique. En ce sens, **la mise en service des 9 turbines de la centrale hydroélectrique Julius Nyerere (dont 1 est déjà en fonctionnement) permettra d'augmenter la part renouvelable dans le mix électrique du pays.**



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

**Signataire des accords de Paris, la Tanzanie a relevé (juin 2021) ses objectifs de réduction d'émissions de GES pour 2030 compris désormais entre -30% et -35% (contre -10% à -20% précédemment) par rapport à un scénario tendanciel d'émissions à l'horizon 2030.** Cela permettrait une réduction des émissions, comprise entre 138 et 153 MtCO<sub>2</sub>e. Le pays compte notamment s'appuyer sur une meilleure gestion des forêts et sur le développement, déjà en cours, du secteur de l'énergie renouvelable.

<sup>12</sup> Cette loi a également réduit de moitié le capital minimum requis pour investir dans une entreprise détenue par un tanzanien à 50.000 USD, ainsi qu'une réduction de l'objectif obligatoire de créations d'emploi pour les investissements stratégiques (passés de 1500 à 1000).



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.